L'Université Côte d'Azur ferme ses portes aux étudiant.es étranger.es les plus précaires :

MOBILISONS-NOUS CE VENDREDI 14 MARS À 14h À VALROSE

Ils sont venus de loin, parfois de l'autre bout du monde, attirés par la promesse d'une éducation de qualité, par l'idée que la France, pays des droits de l'Homme, était aussi celle du savoir accessible à toutes et à tous. Mais à l'entrée de l'université, une barrière s'est dressée devant les précaires : celle de l'argent, du mépris de classe.

Désormais, pour les étudiants extra-communautaires, le rêve d'étudier en France s'achète à prix fort. Plus question d'égalité : seuls ceux qui pourront payer auront le droit d'apprendre. Une mesure fondamentalement raciste et xénophobe que le Front Populaire Étudiant dénonce.

Vendredi 14 mars 2025, le Conseil d'Administration de l'Université Côte d'Azur actera une régression brutale pour les étudiants extra-communautaires. Jusqu'à présent, ces derniers pouvaient bénéficier d'une exonération des frais d'inscription différenciés, leur permettant de payer les mêmes frais que les étudiants français et européens. Ces frais d'inscription différenciés pour les étudiants extra-communautaires étant 16 fois plus chers que les frais d'inscription payés par les étudiants communautaires pour les Licences (2770 € au lieu de 175 €) et 15 fois plus chers pour les Masters (3770 € au lieu de 250 €).
Mais tout cela change pour le pire :

- **Fin de l'exonération** pour les étudiants étrangers dès l'année universitaire 2025-2026.
- Plafonnement des exonérations à **10% des inscrits**, même pour les étudiants déjà présents. Une sélection économique s'ajoute à la sélection académique.
- Les étudiants déjà exonérés pourront conserver cette exonération seulement **s'ils ne redoublent ni se réorientent pas**.
- Les décisions sont désormais **centralisées par le Président de l'université**, réduisant l'autonomie des composantes et rendant les critères d'attribution encore plus opaques.

En clair, la porte se referme sur des milliers d'étudiants qui ne pourront plus se permettre d'étudier en France. Un étudiant sur 5 à l'Université Côte d'Azur est étranger : près de 6000 étudiants sur les 30 000 que compte l'UniCA sont ainsi menacés par ces mesures. Et ce n'est pas une décision isolée : c'est la suite logique de la marchandisation de l'enseignement supérieur, souhaitée par la gouvernance de l'UniCA et la politique néolibérale de Macron, où l'université n'est plus un service public mais un marché où les étudiants deviennent des clients.

Pourquoi le FPE s'y oppose et appelle à s'y opposer?

Le Front Populaire Étudiant (FPE) s'oppose fermement à cette politique discriminatoire et élitiste, qui repose sur un principe simple : la sélection par l'argent.

Nous refusons que l'université devienne un luxe réservé aux plus riches, que les étudiants étrangers soient traités comme des vaches à lait financières pour compenser le sous-financement de l'enseignement supérieur. Cette logique va à l'encontre de tous les principes fondamentaux de l'éducation publique et de la solidarité internationale.

Derrière cette mesure, il y a une politique bien plus large : celle d'un gouvernement qui saborde volontairement l'enseignement supérieur public en forçant les universités à chercher des financements ailleurs, notamment en exploitant les étudiants étrangers. Le même gouvernement qui réduit les budgets universitaires impose ensuite aux universités d'appliquer des frais délirants aux étudiants non-européens.

Le FPE appelle donc à la mobilisation immédiate :

- **Contre la suppression des exonérations** : nous exigeons que les étudiants extra-communautaires puissent continuer à bénéficier du même tarif que les étudiants français et européens.
- **Contre la marchandisation de l'enseignement supérieur** : il est inadmissible que l'université devienne un espace réservé aux plus aisés.
- **Pour un financement public à la hauteur des besoins** : l'État doit assumer son rôle et cesser de faire peser ses choix budgétaires militaristes et pro-capitalistes sur les étudiants étrangers.

Nous appelons les étudiantes et les étudiants, les syndicats étudiants, professionnels, les associations, les enseignants, les organisations de jeunesse, les partis politiques et toutes celles et ceux qui défendent l'université publique à se mobiliser contre ces mesures.

Ce vendredi, lors du Conseil d'Administration : nous devons empêcher la mise en place de cette sélection par l'argent.

Nous appelons à se mobiliser devant puis pendant le Conseil d'Administration de ce **Vendredi 14 mars 2025 à 14h, au 28, avenue Valrose, 06000 Nice, au Grand-Château.**

Premiers signataires: